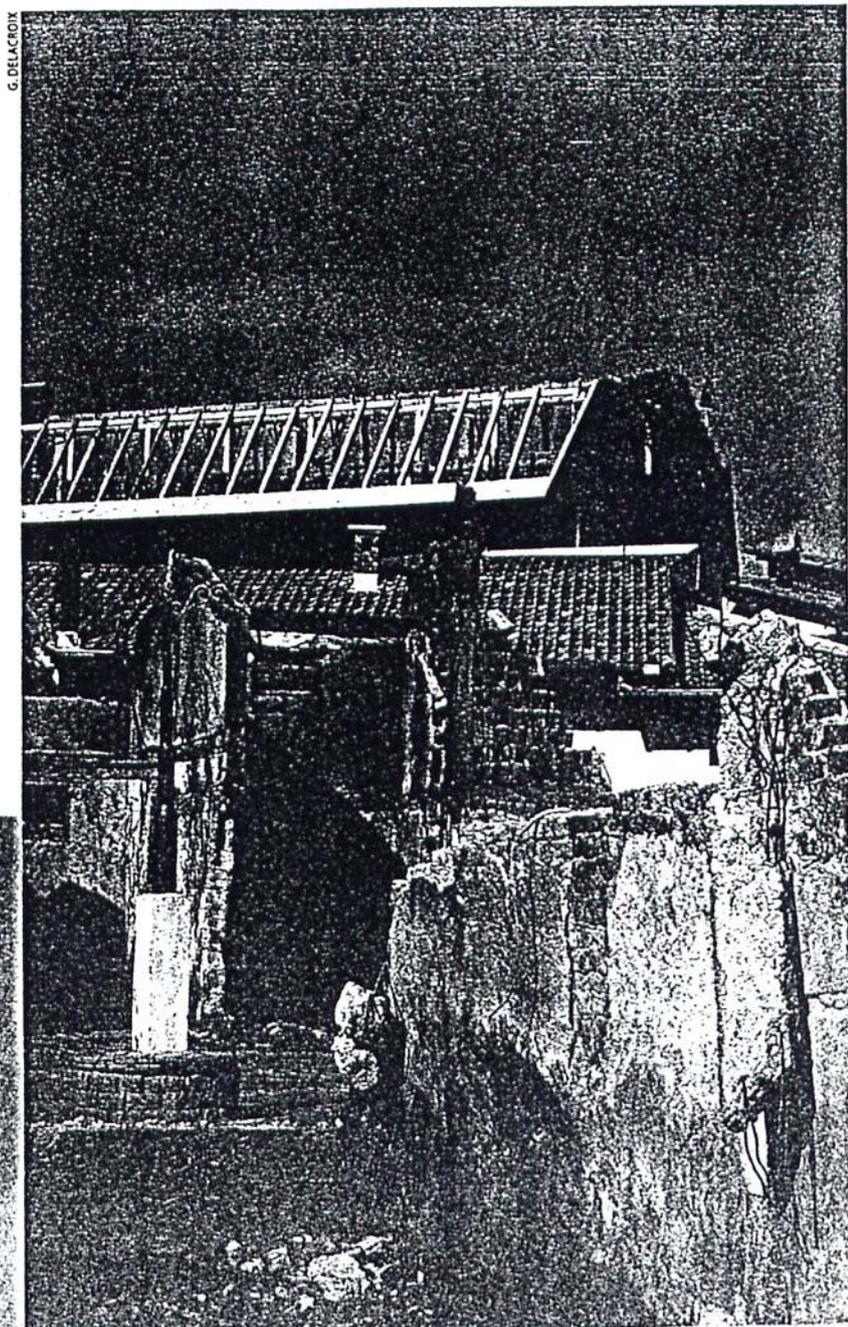


Kosovo Les trois prio



La résolution 1244, adoptée à l'unanimité par les Nations Unies, accorde à la province du Kosovo un statut d'autonomie «substantielle» au sein de la République fédérale de Yougoslavie (RFY: Serbie + Voïvodine + Monténégro + Kosovo). Le Kosovo est aujourd'hui partagé en cinq zones militaires, la France ayant hérité du nord, réputé très difficile en raison de la présence d'une importante minorité serbe.

- ▶ Les priorités: le logement et l'énergie avant l'hiver, les routes au printemps prochain.
- ▶ Le coût de la reconstruction s'élève à 4 milliards d'euros (26 milliards de francs) sur trois ans mais les travaux tardent à démarrer car les financements sont longs à débloquer.
- ▶ Les entreprises françaises tentent actuellement de prendre place sur ce marché, en particulier dans le domaine de l'énergie, des services urbains et des infrastructures mais les conditions sont difficiles.



Une autorité sur quatre piliers

La KFOR (Kosovo Forces) est chargée de l'administration militaire du Kosovo, l'UNMIK (United Nations Mission in Kosovo) s'occupant de la reconstruction au sens large, sous l'autorité de son haut-représentant Bernard Kouchner, qui chapeaute quatre piliers:

- l'ONU pour l'administration civile;
 - le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) pour l'action humanitaire; responsable: Denis McNamara;
 - l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour les institutions; responsable: Daan Everts;
 - La Task Force, antenne provisoire de l'Union européenne, pour la reconstruction matérielle (financements et appels d'offres); responsable: Joly Dixon.
- Bernard Kouchner est, de plus, aidé de plusieurs adjoints, dont Robert van Leeuwen (télécommunications), Delphine Borione (mines de Trepca) et Michel Gontier (infrastructures).

Urgences de la reconstruction

180 jours après l'arrêt des bombardements de l'Otan, tout reste à faire à Kosovo. Le pays s'apparente, dans un grand nombre de lieux, à un capharnaüm. Les rues de Pristina, Pec, Prizren et Mitrovica sont engorgées de véhicules 4x4 aux couleurs des nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) présentes, sans compter les voitures de police de l'UNMIK (United Nations Mission in Kosovo), et les blindés de la KFOR. À l'origine des embouteillages quotidiens est l'administration internationale encore relativement inopérente, aux dires des fonctionnaires de l'ONU eux-mêmes.

Plusieurs entreprises françaises sont présentes dans la province sous administration onusienne: Vivendi Lyonnaise des eaux pour l'eau et l'assainissement, Sogea pour la pose de canalisations à Mitrovica, Spie pour de l'assistance technique sur le plan de transports de Pristina, Matra pour de l'ingénierie informatique destinée au cadastre, la SNCF pour le fret de locomotives, la ville de Paris pour des camions de poubelles, Renault pour des chasse-neige et EDF pour des pylônes. Elles dénoncent toutes l'absence de lien décisionnel entre l'UNMIK et la Task Force. Cette dernière est chargée de rassembler les financements pour le compte de l'Union européenne, et rédige les appels de fonds internationaux. Mais l'argent tarde à être débloqué, les contrats étant passés selon les procédures de Bruxelles.

Marc Franco, directeur de la Task Force, rappelle que l'Europe est

ENTRETIEN

KAQUSHA JASHARI
Directeur du fonds pour les routes nationales et régionales (équivalent de notre Direction des routes).

«Le plus urgent: rétablir la signalisation!»

Quel est le rôle de ce fonds ?

C'est un organisme d'Etat chargé de la programmation et du financement des routes. Depuis dix ans, tout est piloté depuis Belgrade, qui n'a géré que le réseau où se trouvaient des Serbes. Et aujourd'hui, nous reprenons notre activité en recherchant des crédits internationaux, en collaboration totale avec l'administration Kouchner.

Quel est l'état des infrastructures ?
 Elles datent toutes d'avant 1989:

630 km de routes nationales, dont la "magistrale" qui relie Pristina à la frontière macédonienne, et 1 270 km de routes régionales. Après la fin des bombardements, les travaux s'élevaient à plus de 60 millions d'euros, sachant qu'il faut tout réasphalter.

Combien de ponts ont été détruits ?

Huit ponts ont été bombardés, dont le plus important est celui de Llozic, sur la route de Peç (Pejë). Les militaires construisent des ouvrages provisoires, mais nous souhaitons rebâtir des ponts définitifs très vite.

Y a-t-il d'autres urgences ?

Actuellement, seulement 10% des routes disposent de signalisation. Nous avons besoin de 300 000 euros pour la signalisation horizontale, et de 1,5 million d'euros pour la signalisation verticale. Quant à l'entretien,



les besoins se chiffrent à 2,5 millions d'euros. Pour cet hiver, nous manquons de sel, de sable, et surtout de matériel, puisque tout notre parc a disparu! Renault V.I. va fournir 21 chasse-neige, mais il nous faudrait aussi 20 camions, 4 voitures, et des ordinateurs.

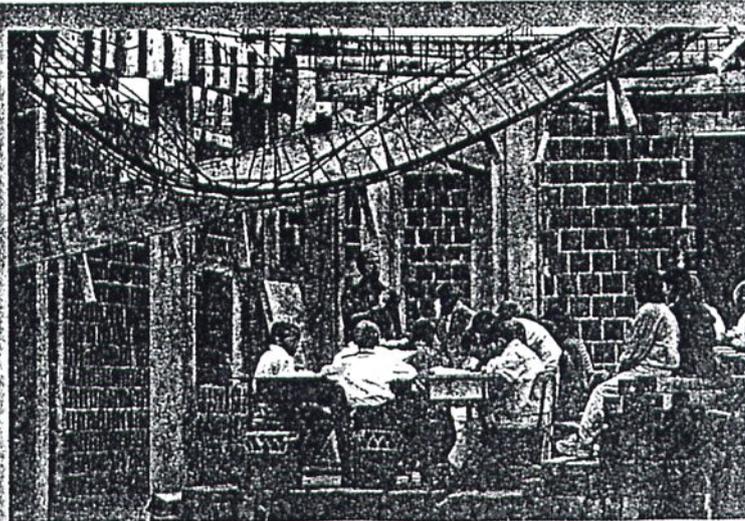
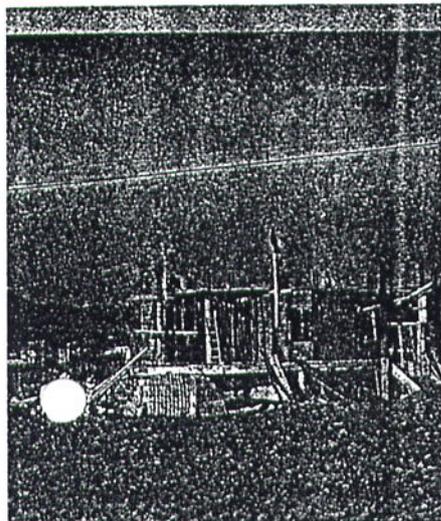
Avez-vous besoin des étrangers ?

C'est surtout d'argent dont nous avons besoin, d'abord pour verser les salaires. Je n'ai pour ma part rien touché depuis quatre mois.

le premier contributeur, avec un programme de 500 millions d'euros par an jusqu'en 2002. Toutefois, ces sommes sont pour le moment bloquées, le Conseil européen ayant l'intention de les prélever sur le plan de dépenses de la période 2000-2006 fixé en mars 1999, c'est-à-dire avant la guerre: le parlement de Strasbourg s'y oppose, et demande que des fonds propres soient dégagés. Pour mémoire, la Banque mondiale chiffre le coût de la reconstruction à 4 milliards d'euros sur trois ans.

Mercredi 17 novembre aura lieu, à Bruxelles, la deuxième confé-

rence des donateurs. Cette réunion devrait être l'occasion de souligner les retards pris par les financements. La première conférence, qui s'est tenue le 28 juillet, a pourtant permis de mobiliser environ 2 milliards d'euros, dont la moitié auprès de l'Europe et des pays membres à titre bilatéral. La France a ainsi consacré 92 millions d'euros à l'aide d'urgence. Mais malgré les efforts consentis par le gouvernement, qui a créé une mission interministérielle sous l'autorité de Roger Fauroux, les étrangers présents à Pristina jugent d'ores et déjà que la



A la veille de la deuxième conférence des donateurs, Bernard Kouchner insiste sur le caractère prioritaire des maisons et des bâtiments publics. La guerre a, par exemple, détruit 389 écoles. Coût de la reconstruction: 20 millions d'euros pour les écoles et 4 millions d'euros pour les dispensaires et les hôpitaux.

France a «raté la marche», comme en Bosnie. Nous sommes, en effet, le seul pays à ne pas disposer d'une agence capable de débloquer rapidement des fonds, contrairement aux Américains (USAid a fourni 500 millions d'euros d'aide bilatérale), aux Britanniques et aux Italiens.

A qui les entreprises françaises peuvent-elles donc s'adresser? Hormis la Task Force, les seuls outils opérationnels sont le fonds spécial de la Caisse des dépôts (15,2 millions d'euros), l'Agence française de développement (5,3 millions d'euros prévus), et les fonds fiduciaires du Trésor (4,6 millions d'euros). Enfin, à Pristina, l'association Action d'urgence et de développement (Aude) assure un relais local pour toutes les sociétés françaises. Reste à identifier les opportunités en fonction des priorités de la reconstruction.

Les Albanais reconstruisent tous seuls leurs maisons

Concernant la première des priorités, à savoir le logement, les Albanais du Kosovo s'en chargent. Comparés par les étrangers à des castors, ils reconstruisent avec une étonnante rapidité leur maison. La province est parsemée de petits chantiers. On ne compte plus les boutiques de négociants de matériaux de construction qui se sont installées au bord des routes: briques, tuiles et ciment de Macédoine, poutres en bois du Monténégro... Des files ininterrompues de camions en provenance de Skopje en-

Ismet Zeneli (à droite) dirige une scierie à Shkabaj, près de Pristina

«Je me procure du sapin et du chêne au Monténégro, mais les prix d'achat ont augmenté de 25 à 30% par rapport à l'année dernière, et je dois verser 24% de taxes à la frontière. Je produis avec mes quatre employés environ 50 m³ par semaine, et mes clients me règlent en cash, tout de suite.»



combrent les postes frontière, et les poids lourds sillonnent les routes de la région jour et nuit. Selon Bernard Kouchner, haut représentant de l'ONU au Kosovo, environ 100 000 maisons ont été détruites.

Comment les Kosovars achètent-ils les matériaux pour rebâtir leurs logements? «Avec l'aide de la diaspora», répondent tous les négociants. Au Kosovo, la population est maintenant à plus de 95% albanaise (contre 90% il y a un an), et les Albanais vivant en Allemagne, en Suisse ou aux Etats-Unis rapportent près de 30% du PNB de la province. Près de Djacovica, dont l'état évoque les ruines de notre Oradour-sur-Glane, Jetmir Lika vend des briques, et confirme: «Tous nos clients ont de l'argent, et personne ne reçoit d'aide internationale pour reconstruire sa maison». Et Ismet Zeneli, qui dirige une scierie dans la ban-

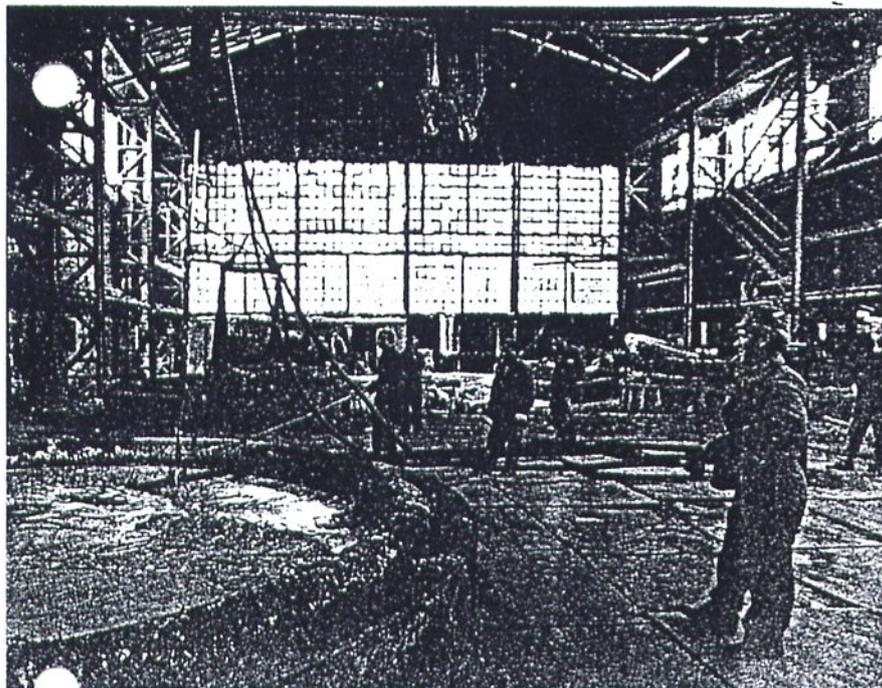
lieue de Pristina, d'ajouter: «Malgré la hausse des prix, j'arrive tout juste à répondre à la demande, et j'ai tellement de travail que je ne peux pas moi-même réparer ma maison!»

Deuxième priorité, pour laquelle l'intervention étrangère est cette fois nécessaire: l'électricité, l'eau et les déchets. Un vent de panique souffle sur Pristina depuis une semaine, car l'UNMIK a décidé de couper l'eau et l'électricité, du 10 au 22 novembre, pour permettre d'effectuer les travaux les plus pressants sur les sites de production. Lors de son dernier passage à Paris, Bernard Kouchner a rappelé que les Albanais n'avaient pas

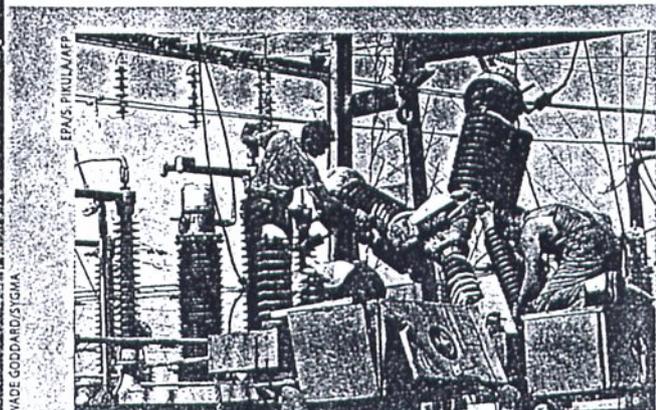
tous d'abri chauffé pour l'hiver. Or, la totalité du chauffage au Kosovo est électrique. Selon l'UNMIK, la province a besoin, dès cet hiver, de 1 000 MW, alors qu'elle ne dispose même pas de 200 MW, et que le froid est tombé sur Pristina à la mi-octobre!

L'outil industriel risque la paralysie

Depuis août, ABB Alstom Power travaille avec des Suédois à la remise à niveau des deux seules centrales électriques de la province, à Obiliq. D'une capacité de 339 MW chacune, ces usines au lignite ont été construites en 1965 et en 1985. En 1989, le gouvernement de Slobodan Milosevic a retiré son autonomie au Kosovo, et a installé des Serbes aux postes clés des grandes entreprises. D'après les experts qui ont effectué un état des lieux, les centrales n'ont pas été entretenues depuis dix ans. L'une est arrêtée, et l'autre ne fonctionne qu'à 50% de sa capacité. Et personne ne sait aujourd'hui les gérer, puisque les Serbes sont presque tous partis. «Le problème est qu'Obiliq fait partie d'une boucle qui permet d'alimenter la Serbie. La ligne à 220 V est surchargée, elle n'assure que 160 V de tension côté serbe, et



La mine de Trepca est la première ressource du Kosovo: c'est le gisement de zinc et de plomb le plus important d'Europe. Personne ne sait aujourd'hui qui en est propriétaire, et elle est, pour le moment, à l'arrêt.



Les centrales électriques kosovars alimentent également la Serbie, où les lignes ont été bombardées. Le courant est coupé jusqu'au 22 novembre.